

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 13 JANVIER 1852.

Première Page: - Lettre Pastorale de Mgr. l'Evêque de Montréal, pour la fin de l'année 1851. Feuilleton: - La Condamnation du Général Custines. (Suite.)

Un Mandement de S. G. Mgr. de Montréal occupe aujourd'hui notre première page. Le mérite de ce document ressort assez de lui-même pour qu'il nous suffise de remarquer avec quel à-propos le devoir de la tempérance y est instamment recommandé.

Mais, à côté de ce symptôme défavorable, il s'en manifeste d'encourageants: dans le Bas-Canada généralement les esprits demeurent fidèles à la tradition de tempérance perpétuée par les sociétés nombreuses qu'elle a fait naître.

CONVERSIONS. - La gazette d'Angsbourg annonce que le 24 octobre dernier, le frère du comte Auguste de Platen, poète célèbre, a embrassé le Catholicisme.

Le Baron Kurrer, professeur de l'Université de Ratisbonne, a aussi, quelque temps auparavant le comte de Platen, été reçu dans le sein de l'Eglise Catholique.

Evêque d'Arichat. - Le Rev. Dr. McKinnon, missionnaire de St. André, comté de Sidonay, natif de la Nouvelle Ecosse, et évêque d'origine, a été nommé évêque d'Arichat.

Le Pays.

Nous touchons presque au moment où le nouveau journal démocratique annoncé sous le titre qui précède, doit apparaître sur la scène. Si les conjonctures s'y fussent mieux prêtées, nous aurions, dès le lendemain du 1er Janvier, donné cours à nos remarques sur le prospectus qui en a vu le jour au 1er de l'an; mais nous nous croyons à temps pour y revenir; nous allons même au-devant de tout reproche en disant qu'un document de ce genre étant public, rien ne nous semble s'opposer à ce que nous en donnions notre critique même avant l'apparition du confrère.

Les rédacteurs du Pays s'attaquent à une erreur qu'ils croient exister de vieille date et voir aujourd'hui s'évanouir insensiblement dans les esprits justes. On a cru, disent-ils, que la nature humaine subissait des modifications profondes, suivant que l'homme vivait sous une forme de gouvernement ou sous une autre.

examiner les positions, et reconnaître les forts. De retour, je me rendis à Strasbourg, afin de persuader aux corps administratifs, que je savais opposés à ce que Mayence fût occupée par l'armée du Rhin, de l'importance de ce poste; devant lequel les armées ennemies ne pouvaient manquer de perdre un monde immense, ainsi que l'expérience l'a prouvé, puisque de l'aveu même des puissances coalisées, ils ont perdu 30,000 hommes devant Mayence, pendant quatre mois qu'a duré le siège.

Est-il à votre connaissance, demanda le président au témoin, qu'il y eût moyen de pouvoir faire diversion pour secourir Mayence, soit de la part de l'armée du Rhin, soit de celle de la Moselle?

Dans les premiers temps du siège, répliqua le déposant, si les armées de la république avaient fait un mouvement, elles auraient infailliblement inquiété les ennemis. Une nuit qu'il faisait un temps orageux et beaucoup d'éclairs, ils l'ont passée sous les armes. Les américains ont aussi la liberté dans leur patrie en donnant et perdant des batailles. Si nous avions entendu le canon de nos frères, nous serions sortis; et jugez de ce que nous aurions fait, nous qui avons eu l'aide d'attaquer, dans une sortie, le camp où était le général, et qui y avons poigné son état-major. C'est de l'affaire de Marienborn dont je parle; et

Si l'erreur signalée ici par les rédacteurs exista jamais, on ne devrait pas être surpris de la voir s'évanouir; et il n'y aurait pas lieu de s'en indigner fort. Nous contestons cependant à cette erreur la possibilité de s'appuyer sur les faits de l'histoire.

Qu'il y ait eu des oppresseurs pour vouloir, par un acte de tyrannie ou d'usurpation, tenter un remodellement des peuples sous la pression d'une forme de gouvernement arbitraire, l'histoire du monde est là pour nous le dire; mais ces exemples d'oppressions politiques, fussent-ils plus nombreux qu'ils ne le sont, ne détruiraient pas ce fait général, évident, et, si l'on l'histoire elle-même, incontestable, de l'adhésion des peuples à des institutions politiques dont les chefs, successivement appelés au commandement par Phéridité ou acceptés en dehors de ce système, gouvernèrent durant une longue suite de siècles sans nullement être dans une position à vouloir remodeler les peuples sous la pression d'un ordre de choses mutuelle ment agréé.

Interrogeons la France, son histoire toire à la main; chaque page, pour ainsi dire, que nous en déroulons, nous montre que la situation relative du peuple et de ses rois, modifiée d'une époque à un autre dans des phases nouvelles, n'offre, d'un côté, ni l'enracinement oppressif de la tyrannie qui s'impose, ni de l'autre, celui de la faiblesse qui en subit la pression illégitime. Qu'il nous soit permis de dire que la nature humaine les gouvernements des siècles écoulés, pour qu'on ait raison d'en déduire que "l'on a cru qu'elle perdait, pour ainsi dire, le cachet indélébile que lui imprime la divinité" et qu'elle pouvait "se remodeler sous la pression etc."

Qu'on nous dise, quelles chartes, quels rois, quels historiens ont jamais prétendu que la nature humaine ait du perdre le cachet indélébile que lui imprime la divinité? Si les faits sont démonstratifs, et si le cachet indélébile veut dire ici sentiment de dignité, (le titre du prospectus) amour du juste et de la liberté, combien de faits dans l'histoire ne font-ils pas voir que le peuple, régi monarchiquement, ne perdit jamais ce "cachet indélébile?"

Oublierions-nous, par exemple, les soulèvements nombreux des populations contre les levées d'impôts, toujours si onéreux, alors que les finances étaient sans comptabilité et le despotisme facile? Oublierions-nous que plus d'une fois des barricades furent érigées dans Paris même, pour causes politiques, en plein moyen-âge? - Libre à tout penseur de juger des gouvernements anciens par la situation particulière des peuples d'aujourd'hui; nous n'en sommes point pour le moment sur cet autre chapitre; mais, encore une fois, qui donc a prétendu que l'homme ait jamais perdu, même politiquement, son cachet indélébile? A vant d'aller plus loin, il est important de constater cela.

C'est d'après cette erreur que les monarchistes ont longtemps cru que les peuples avaient pris pour toujours le moule du servage, et qu'en conséquence les dynasties ne seraient ébranlées sur leurs trônes que par le bouleversement qui doit terminer les siècles.

S'il est tellement facile d'attribuer aux monarchistes cette propensité à l'asservissement des peuples, il l'est bien autant sans doute, de voir qu'une pareille imputation ne prouve guère autre chose que la stérilité de raisonnement. C'est un mot à la place d'une idée. L'antimonarchisme ou l'idée républicaine aurait-il déjà causé trop peu de bouleversements pour que nous ne puissions ici même rétorquer cette assertion aventureuse par quelques réflexions sur une autre espèce de servage? Au fond, quel tort pour ces monarchistes, de vouloir la perpétuité d'une forme de gouvernement qui leur plaît! L'opinion étant libre, quel mal à eux en effet d'oser croire à l'excellence de la monarchie, cette forme universelle sanctionnée par l'épreuve des siècles et par l'acceptation des peuples! La liberté de penser et le bien des hommes ne réclament-ils pas plutôt la démocratie, cette forme admirable dont le peuple ne veut guère; la plus conforme à la nature, puisqu'elle n'est ja venue à s'implanter nulle part avec succès; la meilleure, évidemment, puisque l'opinion des penseurs de tous les temps appuyée sur l'expérience générale, décide qu'aucune forme de gouvernement n'est intrinsèquement la

meilleure; enfin, la plus acceptable à l'humanité puisqu'en effet, pour que celle-ci la veuille il faut bien qu'on la lui impose!

Aux hypothèses précédentes le Prospectus ajoute celle que voici: "Parce qu'un peuple avait vécu pendant quelques siècles sans murmurer contre l'absolutisme d'un gouvernement monarchique, on en était venu à croire, que ce peuple était définitivement et pour toujours arrêté dans ses idées et dans ses mœurs."

Il est douteux qu'un seul des esprits justes dont s'honore le monde ait pu croire cela. Loin de vivre des siècles sans murmurer contre l'absolutisme, dans tous les temps au contraire on a murmuré contre les gouvernements les mieux établis et même les moins absolutistes. Les Pays en offre un exemple; soit dit sans le moindre calembourg.

Peut-être eussions-nous dû omettre ce préambule un peu trop absolu dans sa généralité, pour en venir à l'idée-mère du prospectus: le républicanisme. Si nous nous méprenons ici sur le but de l'écrit que nous signalons, il ne nous en coûtera nullement d'en convenir. Mais quand ce que nous y trouvons de plus clair est un vœu de subversion des formes monarchiques, enté sur l'idée démocratique dans son acception illimitée, nous croyons voir dans cette exposition de foi politique non un appel à des réformes constitutionnelles, mais uniquement un projet de fonder la république pour le compte des approbateurs présents et à venir. L'ensemble de prospectus nous semble d'ailleurs justifier cette opinion.

Nous admettons sans peine le fait plus respectivement énoncé par le Prospectus, de "monarchies et de dynasties roulant les unes après les autres dans l'abîme des révolutions;" mais ce serait trop pourtant de les envelopper "toutes" dans ce suprême malheur. Nous désirons seulement que l'on nous dise combien de monarchies (nous ne disons pas dynasties, ce qui est un peu différent) ont roulé dans l'abîme pour assurer l'établissement des républiques? Les écrivains viennent-ils que l'on prenne telles avortements continels du républicanisme par ses succès accidentels dans les contrées qu'il se croit appelé à régir?

Les secousses imprimées à la monarchie ont révélé leurs causes: elles attestent moins les progrès de l'intelligence humaine dans la science gouvernementale que le déclinement de la pensée par les séductions inséparables de la liberté de tout espérer et de tout croire. Au reste, quoiqu'il en puisse être des causes, les effets (qu'on ne doit point oublier) de l'œuvre républicaine, démontrent suffisamment que les vestiges de ce qu'elle a renouvelé ne prouvent rien en faveur de son triomphe sur les autres institutions de la terre. Dût-elle cependant en arriver là, n'aurait-on pas au moins le droit de lui demander ce qu'elle veut être en définitive: ou fourrière, ou communiste, ou icarienne, ou phalanstérienne, etc., etc? La république est là bas tellement complexe dans sa nature et dans ses attributs, qu'il est raisonnable pour ses adhérents de dire à laquelle des écoles de leur mère la république ils veulent bien appartenir; et, malgré l'exclusion formelle qu'elle a l'air de prononcer contre l'alliance du principe religieux avec le principe gouvernemental, les adeptes qu'elle instruit mêlent tant de religiosités singulières à tous ces fétichismes politiques qu'il y a peut-être justice à les interpeller également sur ce point. Au surplus, que dans la république voisine soit la Constitution modérée que l'on contemple, il ne suffirait pas de l'insinuer, il faudrait encore l'édifier.

En attendant, nous ne sommes pas prêts à reconnaître ce d'entre "les causes d'innovations qu'ont éprouvées les différentes formes de gouvernement chez tous les peuples;" la cause que l'on voit percer presque partout est celle qui met en action le sentiment de dignité si fortement empreint dans la nature de l'homme sans cesse et toujours à la poursuite de l'égalité des conditions." (Pardon de cette obscurité; la faute n'en est pas à nous.)

C'est là donner aux faits de l'histoire une signification qu'il faudrait appuyer de quelque manière; mais nous ne pouvons nous empêcher de la croire aussi peu certaine en histoire qu'elle est probablement peu sérieuse dans la pensée du Prospectus. Nous avions cru jusqu'à ce moment à l'égalité naturelle entre les hommes; nous croyons bien aussi à l'égalité

des conditions, pour peu que l'on veuille nous dire à quelle organisation sociale elle puisse convenablement s'adapter. Le Prospectus est en défaut d'éclaircissements.

Nous insistons néanmoins, et pour cause. Le Prospectus ajoute: "Le sentiment de dignité qui pousse l'homme à la recherche de l'égalité des conditions, c'est l'essence de la démocratie."

Nous ne demanderons plus au Pays s'il veut, ou non, de la démocratie américaine, car il est évident que celle-là ne se prêterait pas à cette égalité des conditions à moins de se révolutionner elle-même de fond en comble. Cependant, n'en déplaise au prospectus et à M. D. Troqueville lui-même, il y a des gens pour croire malgré tout que la Providence ayant permis l'inégalité des conditions, a fait que l'on ne saurait appeler providentiel dans l'ordre immuable, un fait (s'il avait lieu) dont la conséquence serait le renversement de cette inégalité nécessaire.

Le thème usé de la démocratie consistant à s'offrir comme la panacée infaillible des peuples, est la devise des précurseurs du nouveau journal, qui paraissent voir en elle le vrai type idéal du gouvernement parfait, oubliant peut-être que la démocratie pure ne convient qu'à des Dieux, si le père Jean-Jacques suit ce qu'il en dit, sans compter que les hommes ne passeront probablement jamais d'être hommes.

"Tantôt victorieuse, tantôt vaincue, la démocratie ne disparaît jamais, car elle est dans la nature de l'homme, et elle ne peut disparaître qu'avec le dernier homme, de même qu'elle est née avec le premier homme."

On sait qu'il y a longtemps que l'amour de soi, inhérent à l'homme parce qu'il est dans sa nature, est né et qu'il ne peut disparaître qu'avec lui. On disait cela du temps d'Aristote; on le savait avant Confucius; et personne n'a présentement la moindre raison d'en douter. Mais, parce que le désir et la recherche du bonheur sont naturels à l'homme, est-ce à dire que la démocratie est elle-même ce bonheur? A ce compte le bonheur n'étant point inconciliable avec les institutions monarchiques, puisque la démocratie peut exister avec elles, l'homme serait donc fait pour la monarchie comme il le serait pour la république, et il n'y a plus d'objection à former à la monarchie de ne vouloir s'éteindre "qu'avec le dernier homme"?

Le prospectus ne semble pas éloigné de cette idée lorsqu'il dit que "le sentiment démocratique se retrouve au fond des idées de tous ceux qui sont désintéressés dans leur action politique, - c'est, ajoute-t-il, un fait universel." En effet, ce sentiment en politique, s'il lui faut exister, devrait, comme aspiration au bien, s'universaliser, mais, faudrait-il au moins prouver que l'essence même de la démocratie doive nécessairement se traduire par la "forme républicaine." D'un autre côté, si l'impulsion démocratique est un élan de la nature, cette impulsion ne serait-elle point plutôt favorable au gouvernement monarchique qui non-seulement fut le gouvernement primitif de tous les peuples, mais qui encore est le mieux adapté à l'ordre naturel (moins toutefois l'égalité des conditions)? S'il faut en appeler à la nature, et la prendre pour juge, écoutons du moins ce qu'elle dit, acceptons du moins ce qu'elle enseigne.

"La démocratie, c'est l'état de l'homme rendu à lui-même à sa dignité; c'est le but des aspirations de l'humanité."

L'histoire ne dit nulle part que la monarchie, cet état primitif de toute société, dont la forme est, pour ainsi dire, empruntée à la nature elle-même, ait en aucun temps dégradé l'homme. Les hommes qui se sont choisis ou qui ont accepté des rois auraient par cela même aliéné leur dignité d'hommes! Quelle accusation! Et c'est la démocratie qui vient balbutier cela!

Elles sont bonnes les aspirations générales de l'humanité qui tendent au bien; cependant, lorsqu'un écrivain se permet d'avancer que la démocratie est le but de ces aspirations, nous sommes en droit de lui demander si le typographe a rendu sa pensée complète, ou s'il est bien sérieux de prétendre que des fins de l'homme se résument dans ce mot "démocratie." Si telle est la pensée du Prospectus, il y aurait à la désirer plus entière dans son énoncé, malgré l'éloquente réticence qu'elle recouvre.

Un dernier mot sur la démocratie. C'est le Palatinat, livré aux ennemis la majeure partie de l'artillerie des villes de Landau et de Strasbourg. Dumouriez a fait massacrer nos frères à Gemunippe, Maëstricht et Nervindon; Custines les a fait périr à Francfort, et les a lâchement abandonnés dans la ville de Mayence. Dumouriez a livré aux autrichiens les représentants du peuple à l'armée du Nord; il n'a pas tenu à Custines, par l'ordre qu'il a donné le 30 mars, que les prussiens ne s'emparassent de ceux envoyés près de l'armée du Rhin. Dumouriez a livré nos magasins à l'ennemi; Custines les a fait incendier en abandonnant Mayence. Il n'y a pas à douter, que son dessein était de faire massacrer les braves français qui étaient renfermés dans cette place, ainsi que les représentants du peuple; enfin l'on peut dire que les conquêtes du Palatinat ont coûté autant à la république que l'opération de Dumouriez dans la Belgique.

Moi! s'écria vivement l'accusé, moi! avoir eu l'idée de faire massacrer nos braves frères d'armes! Ceci ne peut avoir été imaginé que par mes ennemis, que par ceux qui m'ont trahi ici: moi attachement pour la république, mon respect pour les lois, mon amour pour l'ordre, enfin mon innocence m'en feront sortir.

te forme dont bien des politiques s'amuse aujourd'hui, n'exprime assurément rien de neuf. Il n'est pas besoin de ce mot là pour savoir que l'humanité a des aspirations bien naturelles et très légitimes au bien. Cependant, en tout état de cause et selon toute combinaison possible, il n'y a pas lieu de prétendre à autant de souverainetés qu'il y a de lètes; il faudra toujours que la souveraineté se délègue et que le chef auquel en sera confié le dépôt ait le droit et la force d'en assurer et d'en maintenir l'exercice: les droits du peuple souverain seront toujours appuyés sur des devoirs: point de fonctionnement, point d'administration possible sans cela. Les auteurs du Prospectus trouveront peut-être singulier que nous les rappelions à ces éléments des choses qu'ils traitent et qu'en toute possibilité ils ne contestent pas; mais il nous suffit que nous exposé soit vrai; c'est à eux ensuite qu'on s'abandonne le soin d'établir que la forme républicaine est la seule qu'il faille asseoir sur cette base éternelle des droits et des devoirs réciproques.

CHEMIN DE FER DE QUÉBEC A RICHMOND. - L'inauguration des travaux de cette belle entreprise eut lieu mercredi le 7 du courant, à une courte distance de la rivière Etchemin paroisse de la Pointe-Lévy, et sur le point même où devaient commencer les travaux. MM. Hincks, Caron, Taché, Rolph, membres du conseil exécutif, plusieurs membres de la corporation de Québec, les directeurs et plusieurs officiers de la compagnie, assistaient à la solennité à laquelle était présente une foule considérable de personnes de Québec et des localités voisines. Après un discours fort applaudi de l'honorable M. Caron, M. Hincks eut l'honneur de porter le premier coup de bêche, et fit suivre ce préliminaire d'un discours sur l'importance, la nécessité, les résultats et la praticabilité des entreprises de ce genre dans l'Amérique Britannique. M. Hincks donna en cette occasion l'assurance que le gouvernement ainsi que son Excellence étaient favorables au chemin dont il s'agissait et à tout autre dont il pourrait être question sur d'autres points de la colonie, regardant en particulier celui-ci comme un chaînon nécessaire à la ligne de communications entre la province supérieure et les Etats-Unis.

A Hullon Cove eut lieu une magnifique collation à laquelle prirent part une centaine de personnes, faite d'espace pour l'admission d'un plus grand nombre. M. Caron présida à ce banquet auquel des toasts convenables à la circonstance furent portés et chaleureusement accueillis par les convives. Des discours y furent prononcés, et cette fête industrielle se passa avec un en train digne de l'esprit public qui en avait fait naître l'occasion.

Le Canadien, dont nous ne faisons ici qu'analyser le rapport, termine à ce sujet par le passage qui suit: "Si le premier jour de l'histoire de notre cité est celui où Cartier planta l'étendard de la civilisation au front du Cap-aux-Diamants; le second sera celui où commenceront les travaux de notre premier chemin de fer: l'un était celui de la colonisation, l'autre sera celui du progrès et d'un réveil certain."

On lit dans le Canadien: - Les seigneurs eux-mêmes doivent sentir la nécessité de régler au plus tôt cette question brûlante, si l'on ne veut qu'elle produise en Canada la démoralisation qu'elle a produite dans l'Etat de New-York, où les anti-rentiers, comme on les appelle les censitaires de la seigneurie Van Rensselaer, devenus de vrais sauvages, brave depuis des années toutes les autorités publiques, et déguisés en Indiens, commettent impunément des meurtres et toutes sortes de crimes contre les personnes et les biens des seigneurs et autres officiers chargés de l'exécution de la loi et des jugements des tribunaux. Si le grand Etat de New-York, avec sa population de trois millions d'âmes, ne peut pas avoir raison des habitants démoralisés d'une seule seigneurie, que serait-ce donc si les habitants de toutes les seigneuries du Bas-Canada étaient infectés du même esprit d'opposition au paiement des rentes et autres

Charles Alexandre Lavan, sous-chef des bureaux de la guerre, déposa qu'à la prise de Spire les citoyens avaient fait feu des fenêtres sur les volontaires. Ceux-ci animés par une vengeance méritée, se livrèrent alors à quelques écarts. L'accusé les fit fusiller arbitrairement et par abus de pouvoir.

Voici les faits, répondit Custines. J'ets attaquer Spire sur trois colonnes: l'une était aux ordres du général Meunier, l'autre aux ordres de Houchard, et je commandais la troisième, à qui j'ordonnai de marcher même. Arrivé au coin d'une rue, je rencontrai les ennemis qui firent feu sur moi à mitraille; je les fis charger avec impétuosité; ils disparurent. Je me rendis à l'hôtel-de-ville, à l'interpellation que je fis aux officiers municipaux de me déclarer de quel côté avaient tourné les ennemis, et comment ils avaient fait leur retraite, ils me répondirent qu'ils ignoraient. Je fis assembler la troupe, et dis que si les soldats voulaient me promettre de ne point commettre de désordres, je les ferais loger dans la ville: tout le monde me le promit; alors je les y fis coucher. Le lendemain, ayant entendu du bruit, je courus sur le champ de ce côté: on me dit que c'était des magasins que l'on pillait, j'y rétablis le calme.

Le second jour on vint me dire qu'un grand nombre de soldats dévastaient les vignes; je donnai les ordres pour qu'ils fussent empêchés de se retirer, et, en cas de désobéissance, de faire feu sur eux; de manière cependant à n'en blesser aucun; ce qui eut lieu. Le troisième jour on courut chez moi pour me faire part que l'on dévastait les églises, que l'on emportait les vases sacrés et les saints, etc. Craignant avec raison que le pillage ne s'étendit bientôt jusqu'aux maisons des particuliers, je fis assembler un bataillon que l'on m'avait dit avoir le plus coigné et ce désordre, je l'envoyai camper dans une plaine, et là, ainsi que je l'ai déjà déclaré, ils furent fusillés. On trouva, sur plusieurs de ceux que le bataillon désigna pour avoir principalement encouragé les autres, des morceaux brisés de vases sacrés, des ornements d'église et autres effets. Je donnai des ordres pour les faire tirer entre eux au sort, et comme il fallait un grand exemple pour réprimer un pareil délit, afin qu'il ne se propagât pas davantage, je fis fusiller ceux qui tombèrent au sort.

Depuis ce temps on n'a plus eu la douleur de voir renouveler de pareilles insubordinations; au contraire, la discipline s'est fermement établie dans l'armée du Rhin, qui en est aujourd'hui un exemple pour toutes les troupes de la république.

Le témoin ajouta qu'il avait toujours remarqué dans la conduite de l'accusé la même marche que dans celle du traître Dumouriez. Pendant que celui-ci s'avancit dans la Belgique, Custines s'avancit dans l'Allemagne; que l'un évacuait la Belgique, l'autre faisait ce qu'il appelle une retraite: l'un livrait nos magasins de vivres et de munitions, qu'il avait un grand soin d'y transporter, et faisait périr des milliers de nos frères; l'autre, après avoir promené les armées dans la république dans

(A continuer.)

PENSÉE  
Le philosophisme est la tête de Méduse, qui change tout en rochers. (Hévaull)